



**Conférence de presse de l'USS
sur le référendum la révision de la LECCT qui cible les salaires, le 30 juin 2026**

Non à l'attaque contre les salaires : pas touche aux salaires minimums !

Vania Alleva, vice-présidente de l'Union syndicale suisse (USS), présidente d'Unia

En Suisse, des dizaines de milliers de personnes travaillent pour des salaires qui suffisent à peine pour vivre. C'est pour lutter contre la pauvreté malgré le travail et garantir le minimum vital que plusieurs cantons et villes ont introduit des salaires minimums légaux en tant que mesure de politique sociale. Les salaires minimums évitent aux contribuables d'avoir à subventionner indirectement les employeurs par le biais de l'aide sociale quand ils payent des salaires de misère.

Aujourd'hui, certains entrepreneurs ont imposé, avec des politiques bourgeois, un changement de la loi qui sape les salaires minimums cantonaux et communaux. Nous lançons aujourd'hui le référendum contre cette révision de la loi fédérale visant à étendre le champ d'application de la convention collective de travail.

Cette attaque contre les salaires minimums est hautement dangereuse, non seulement sur le fond mais aussi de par son calendrier. Quelques jours à peine après le rejet clair et net de l'initiative de l'UDC, la majorité parlementaire s'en prend maintenant aux salaires minimums légaux. En plus d'être indispensables aux personnes concernées, les salaires garantissant la subsistance soutiennent aussi le niveau général des salaires. Dans le contexte des bilatérales III, une meilleure protection des salaires et des mesures d'accompagnement de politique intérieure sont nécessaires. Les salaires minimums pour les personnes directement concernées en font partie. S'en prendre aux salaires minimums maintenant, c'est jouer avec le feu.

La révision implique concrètement que les salaires minimums légaux ne s'appliqueront plus à tous les salarié-e-s de ces villes ou cantons. Les personnes soumises à une convention collective de travail (CCT) déclarée de force obligatoire seront totalement ou partiellement exclues de la protection ainsi offerte. Beaucoup de salarié-e-s de branches à bas salaires sont concernés. À Genève et à Neuchâtel, les personnes concernées perdent du pouvoir d'achat, parce que l'adaptation annuelle au renchérissement prévue par la loi cantonale est supprimée. Avec la nouvelle loi, plus un franc ne sera versé au titre de la compensation du renchérissement. Une employée de service ayant suivi une formation initiale de deux ans, une coiffeuse formée ou encore une employée spécialisée du nettoyage textile seraient ainsi privées de 135 francs par mois. Dans les cantons et les villes qui ont voté un salaire minimum, mais où celui-ci reste à instaurer, des dizaines de milliers de personnes pourraient ne jamais en profiter. Il y a trois semaines, le Tribunal fédéral a pourtant confirmé que les villes telles que Zurich et Winterthour avaient le droit d'introduire les salaires minimums votés pour lutter contre la pauvreté. Ce sont concrètement 300 francs par mois en plus qui sont en jeu pour une employée de service non qualifiée à Zurich ou 120 francs de

manque à gagner pour une agente de nettoyage ou une vendeuse dans une boulangerie. Sans salaire minimum, des dizaines de milliers de personnes perdront des améliorations mensuelles pouvant valoir plusieurs centaines de francs.

La loi est une attaque contre tous les salarié-e-s faiblement rémunérés. Elle s'attaque aussi aux salaires en général, car cette politique des bas salaires accroît la pression sur l'ensemble des salaires. Contourner les salaires minimums légaux, c'est affaiblir la protection des salaires et augmenter le risque de dumping salarial.

La loi est aussi une attaque contre les femmes et l'égalité : les deux tiers des personnes qui bénéficient des salaires minimums sont des femmes. Elles travaillent très souvent dans des branches à bas salaires telles que l'hôtellerie-restauration, le nettoyage ou la coiffure. Les salaires minimums améliorent les salaires des femmes et réduisent les inégalités salariales entre hommes et femmes. Diverses études sur les salaires minimums cantonaux démontrent qu'ils sont efficaces, surtout pour les femmes. Or, ce sont précisément ces avancées qui sont remises en cause.

La loi est par ailleurs une attaque contre les votations populaires : les salaires minimums ont été votés par le peuple, souvent à une large majorité dans les villes et les cantons concernés. Le résultat a été de 70 % et 65 % des suffrages, respectivement, dans les villes de Zurich et de Winterthur. Ces votes seraient dynamités.

Enfin, elle attaque le vrai partenariat social : les salaires minimums légaux sont une mesure de politique sociale. Ils sont déterminés par des taux d'aide sociale et le coût régional de la vie, combattent la pauvreté et évitent à la collectivité de couvrir les déficits salariaux. Ils sont accusés de mettre le partenariat social en péril. Or, les salaires minimums négociés entre partenaires sociaux dans les CCT sont une chose différente : ils s'appliquent de façon sectorielle, souvent à l'échelle nationale, tiennent compte de la formation et de l'expérience professionnelle, règlent également les majorations, la compensation du renchérissement, le temps de travail, la formation continue, les vacances ou les contrôles des conditions de travail. Ni les salarié-e-s ni les employeurs ne tiennent à y renoncer. Les retours d'expérience de Genève, de Neuchâtel et du Tessin prouvent qu'aucune CCT n'a été dissoute à cause d'un salaire minimum cantonal. Le camp bourgeois se sert de la thématique du partenariat social comme prétexte pour pressurer les salaires des personnes à faible rémunération.

Cette loi est une attaque massive contre les bas salaires, les femmes et l'ensemble des travailleurs et travailleuses. Le travail doit garantir la subsistance. Tout le reste est scandaleux. C'est pourquoi nous lançons le référendum aujourd'hui.